

CONJONCTURE FILIÈRE CONSTRUCTION HAUTS-DE-FRANCE



juillet 2026

CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS

+0,6% =

CONSTRUCTION DE
LOCAUX

+9,5% ▲



CARNETS DE COMMANDES
ENTRETIEN-RÉNOVATION
BÂTIMENT

13,1 semaines =



CARNETS DE COMMANDES
TRAVAUX PUBLICS

4,9 mois =

PRODUCTION
BPE (janv.-avr. 2026)

+8,4% ▲

PRODUCTION GRANULATS
(janv.-févr.2026)

-3,9% ▼



EMPLOI SALARIÉ

-1,4% ▼

INTÉRIM CONSTRUCTION

-7,0% ▼

CRÉATION
D'ENTREPRISES
(HORS MICRO-ENTREPRENEURS)

+3,1 ▲



Contacts :

Virginie FORMENTEL-DIEU – virginie.formentel-dieu@i-carre.net

Marie MOTELLIER – marie.motellier@i-carre.net



CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

Permis de construire autorisés et déclaration d'ouverture de chantier de logements

À fin mai 2026, les mises en chantier de logements montrent une légère amélioration. Ainsi, sur un an, elles frémissent pour se stabiliser à +0,6% par rapport à fin mai 2025. La construction des logements individuels purs tire la tendance, en progression de +20%, tandis que les logements individuels groupés : 3 300 (-4%) et les collectifs 12 500 logements (-3%), enregistrent des baisses modérées. Les autorisations de construire se redressent atteignant 25 900 logements permis, soit une augmentation de +11,6% sur un an.

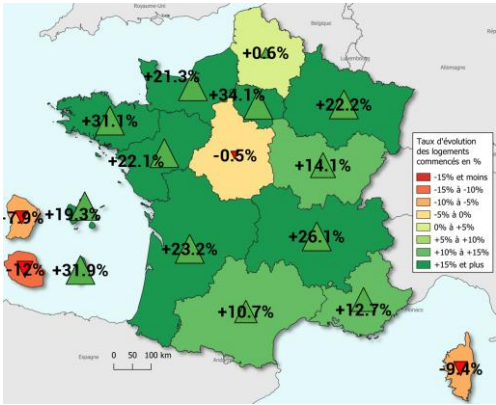
La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mai 2026 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	19 400 lgts	+0,6%	=
Dont individuels purs	3 500 lgts	+20,1%	▲
Dont individuels groupés	3 300 lgts	-3,8%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	12 500 lgts	-2,7%	▼
Total logements <u>autorisés</u>	25 900 lgts	+11,6%	▲
Dont individuels purs	4 800 lgts	+30,7%	▲
Dont individuels groupés	4 100 lgts	0,0%	=
Dont collectifs (y compris résidences)	17 000 lgts	+10,1%	▲

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+0,6% =
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MAI 2026)

19 400 lgts

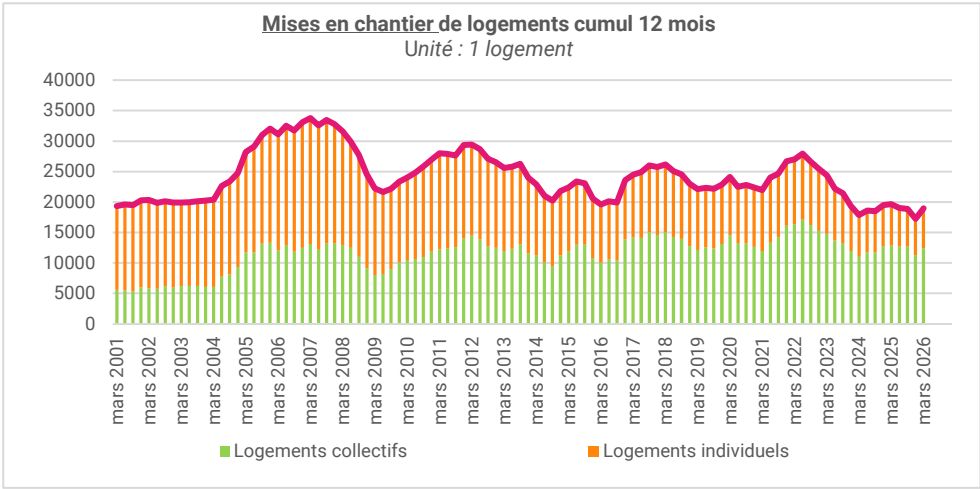
Logements commencés sur 12 mois à fin mai 2026
Évolution par rapport au 12 mois précédents



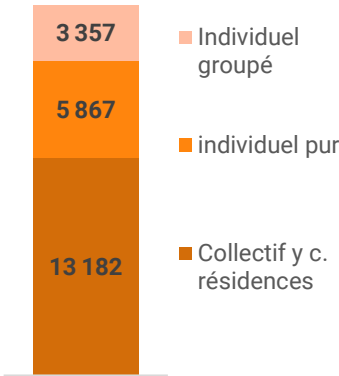
+11,6% ▲

EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MAI 2026)

25 900 lgts



22 400
logements commencés
en moyenne annuelle sur
la période 2015-2025



⚠ À compter de mars 2026, les données de construction neuve de logements et de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sit@del3 qui remplace Sit@del2. Ce nouveau dispositif produit les mêmes informations que le précédent, avec une révision des séries.

Source :
SDES, Sit@del3,
estimations à fin mai 2026

Les autorisations et mises en chantier de logements neufs, selon le type de logements sont estimées en date réelle (DR++). Elles ne peuvent pas être comparées aux données mensuelles communales qui sont des données administratives basées sur les dates de prise en compte dans Sit@del. Les données sont présentées en données brutes.



COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

Logements neufs ou réhabilités destinés à la vente

Les commercialisations de logements neufs, tant collectifs qu'individuels, poursuivent leur chute par rapport à l'année dernière à la même période, avec une baisse de plus de 50% des appartements et près de 38% des maisons. Même si les ventes ont progressé dans le collectif ce trimestre, les volumes réservés restent faibles (675 appartements réservés contre 1150 au 1^{er} trimestre 2023).

-14,1% ▼

EN 1 AN

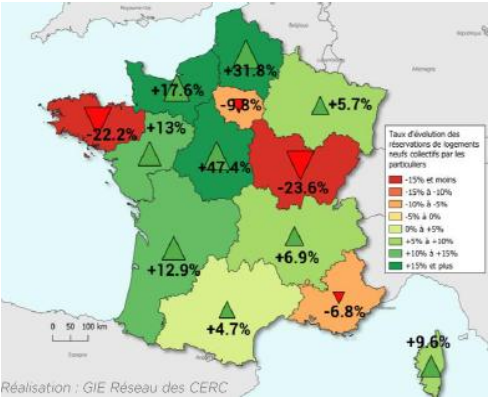
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 1^{er} TRIM. 2026 (évol 1an)

2 538 lgts

- (1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à l'commercialisation au cours du trimestre
- (2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes
- (3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Réservations de logements neufs collectifs des particuliers
Évolution au 1^{er} trimestre 2026*



* par rapport à la même période de l'année précédente

+16,7% ▲

EN 1 AN

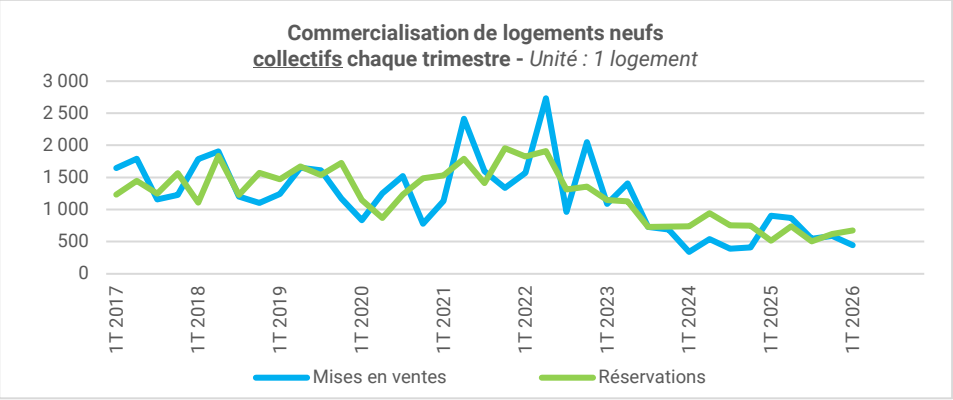
RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 1^{er} TRIM. 2026 (évol 1an)

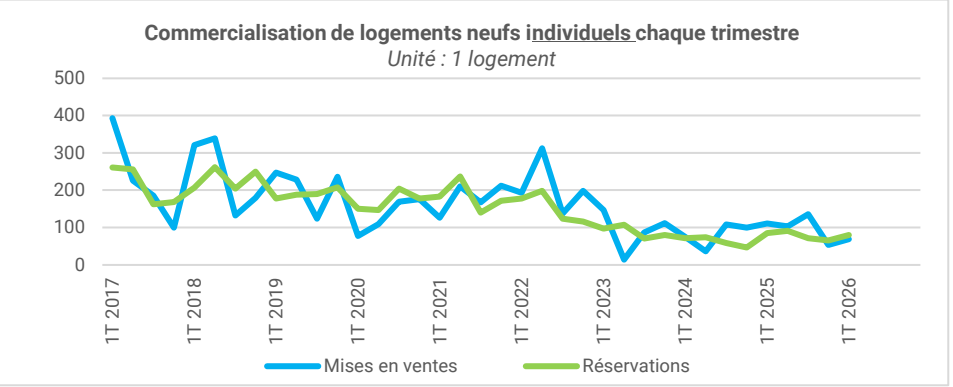
307 lgts

Source :
SDES, ECLN (données brutes)

La commercialisation de logements neufs <u>collectifs</u> aux particuliers	1 ^o trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	444 lgts	-50,9%	▼
Réservations ⁽²⁾	675 lgts	+31,8%	▲
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	4 711 lgts	-14,3%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	21,9 mois	-4,2 mois	▼
Prix des logements collectifs	4 420 €/m ²	+5,9%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	2 446 lgts	+9,0%	▲
Réservations	2 538 lgts	-14,1%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	341 lgts	-41,2%	▼



La commercialisation de logements neufs <u>individuels</u> aux particuliers	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	69 lgts	-37,8%	▼
Réservations ⁽²⁾	80 lgts	-5,9%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	739 lgts	-12,6%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	30,6 mois	-8,1 mois	▼
Prix des logements individuels	271 903 €/lot	-1,2%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	361 lgts	+1,7%	▲
Réservations	307 lgts	+16,7%	▲
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	46 lgts	-11,5%	▼



L'enquête sur la commercialisation des logements neufs interroge les promoteurs immobiliers. Elle est exhaustive sur le champ des logements neufs ou réhabilités des programmes de cinq logements ou plus destinés à la vente aux particuliers.

CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Permis de construire autorisés et déclarations d'ouverture de chantier de locaux

Au 1^{er} trimestre 2026, la construction neuve de bâtiments non résidentiels est en augmentation de près de 10% sur un an. Cependant, le volume des mises en chantier reste inférieur aux niveaux historiques et le secteur privé non agricole, hors commerces, demeure en recul. Les autorisations de construire se contractent nettement sur 12 mois glissants, impactées par la forte baisse des locaux et des entrepôts.

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 867 mill. m²	+9,5%	▲
Bâtiments agricoles	274 mill. m²	+5,0%	▲
Locaux industriels	236 mill. m²	-3,7%	▼
Commerces	349 mill. m²	+35,4%	▲
Bureaux	208 mill. m²	-5,2%	▼
Entrepôts	445 mill. m²	-8,1%	▼
Secteur public	355 mill. m²	+48,9%	▲

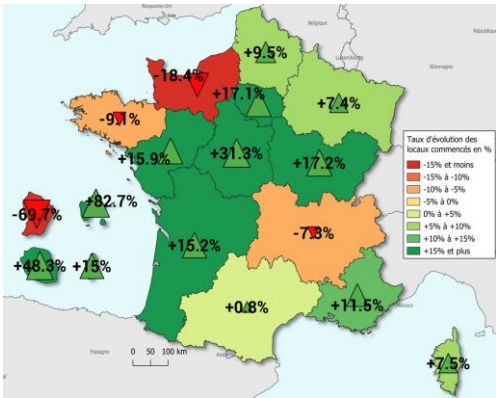
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	3 582 mill. m²	-22,2%	▼
Bâtiments agricoles	616 mill. m²	+8,8%	▲
Locaux industriels	844 mill. m²	-29,5%	▼
Commerces	587 mill. m²	+9,9%	▲
Bureaux	304 mill. m²	+5,5%	▲
Entrepôts	818 mill. m²	-48,1%	▼
Secteur public	414 mill. m²	-6,2%	▼

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

+9,5% ▲
EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MAI 2026)

1 867 mill. m²

Locaux commencés sur 12 mois à fin mai 2026
Évolution par rapport au 12 mois précédents



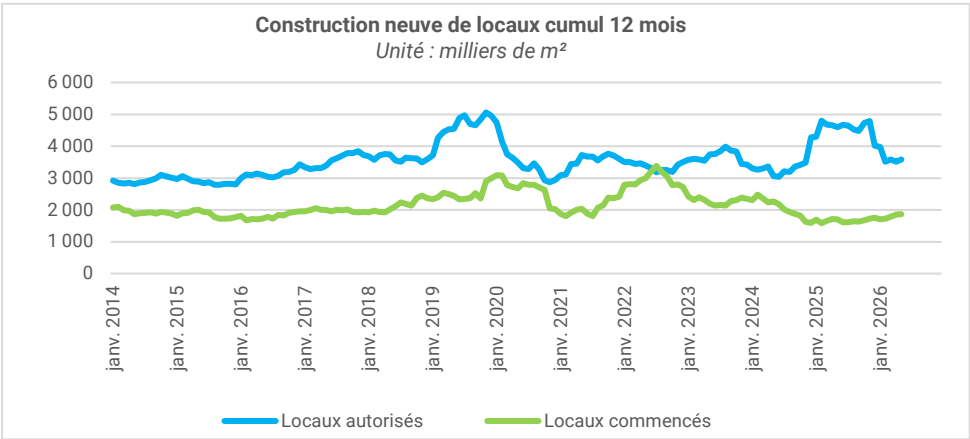
-22,2% ▼
EN 1 AN
DES AUTORISATIONS
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MAI 2026)

3 582 mill. m²

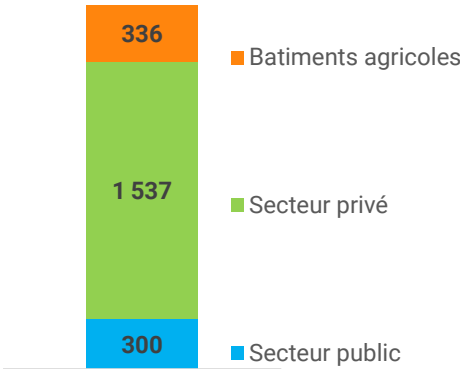
⚠ À compter de mars 2026, les données sur la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels sont produites à partir du dispositif Sit@del3 qui remplace Sit@del2. Ce nouveau dispositif a conduit à réviser les données publiées.

La transition de la base Sit@del2 à Sit@del3 entraîne des changements : l'historique antérieur à 2013 n'est plus disponible et le niveau de détail des informations est simplifié.

Sources :
SDES, Sit@del3 (date de prise en compte)



2 173 milliers de m²
de surfaces de locaux
commencés en moyenne
annuelle sur la période
2015-2025

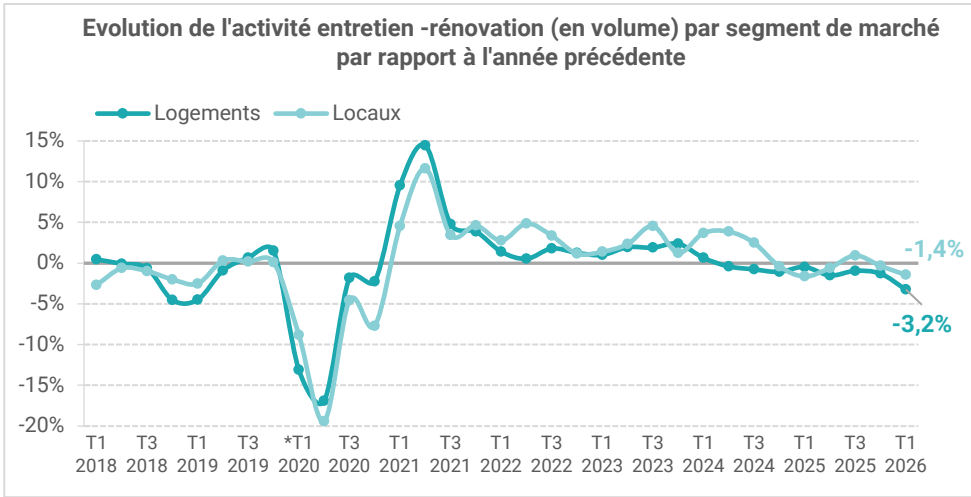


Les autorisations et mises en chantier de locaux sont communiquées en date de prise en compte. Chaque événement est comptabilisé au titre du mois d'enregistrement de l'information dans la base Sit@del.



ENTRETIEN-RÉNOVATION DE BÂTIMENTS

L'activité entretien-rénovation continue de se contracter, enregistrant une baisse de -2,5% au 1^{er} trimestre 2026, similaire à la tendance nationale de -2,6%. Cette évolution négative est constatée dans toutes les régions. Toutefois, les carnets de commandes résistent encore et restent relativement stables, avec une moyenne de 13,1 semaines de travail garanties à fin mars. Les prévisions d'activité pour le prochain trimestre s'annoncent cependant pessimistes.

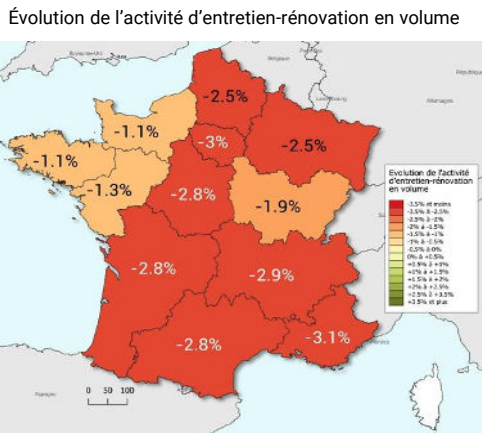


-2,5% ▼

EN 1 AN

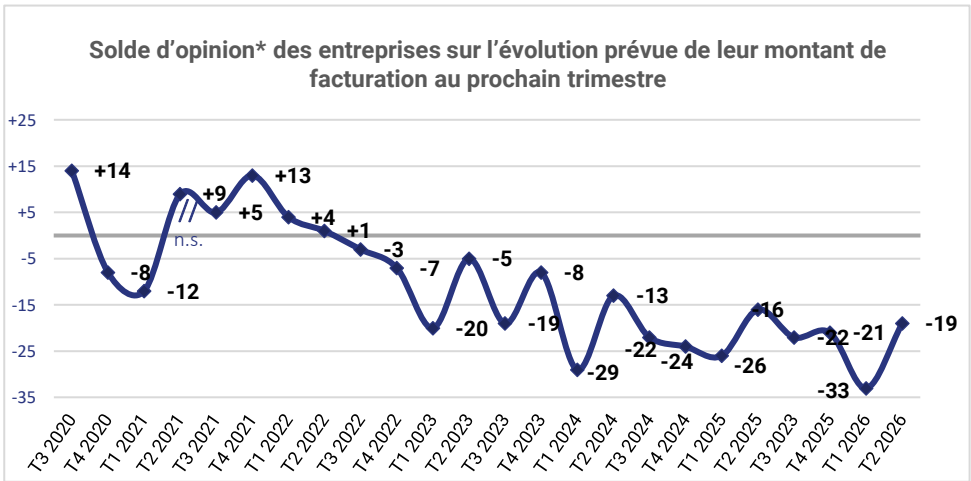
ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION

AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)



13,1 =

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION À LA FIN DU 1^{er} TRIM. 2026 (ÉVOL. SUR 1 TRIMESTRE)



-19 ▼

SOLDE D'OPINION* DES ENTREPRISES SUR L'ÉVOLUTION PRÉVUE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION AU 2^{ème} TRIM. 2026 (ÉVOL. MOYENNE PÉRIODE)**

Source : Enquête trimestrielle Réseau des CERC

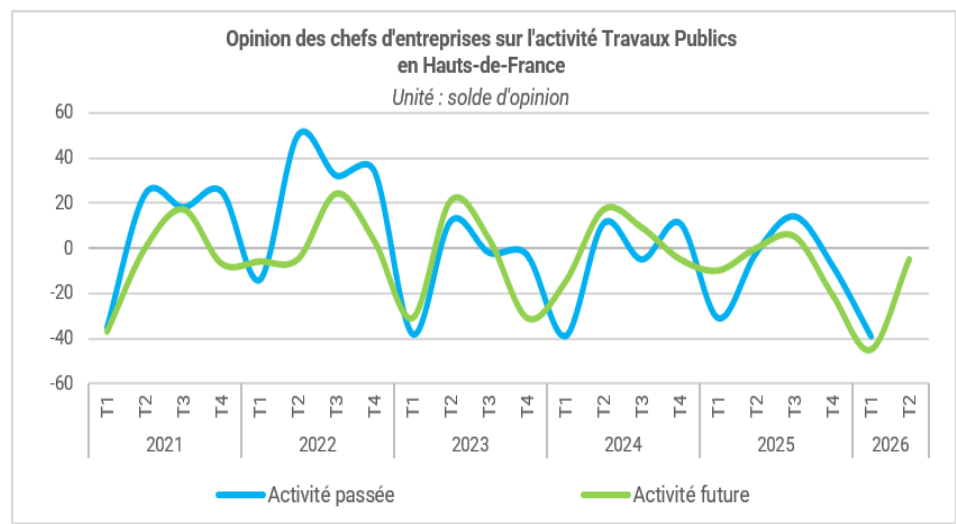
Les indicateurs sont issus de l'enquête Entretien-rénovation menée trimestriellement par le GIE réseau des CERC. Cette enquête réalisée par sondage interroge une cohorte de 12 000 établissements du bâtiment partenaires. Au total, ce sont plus de 4 000 établissements qui répondent chaque trimestre, représentatifs du tissu économique de chaque région.



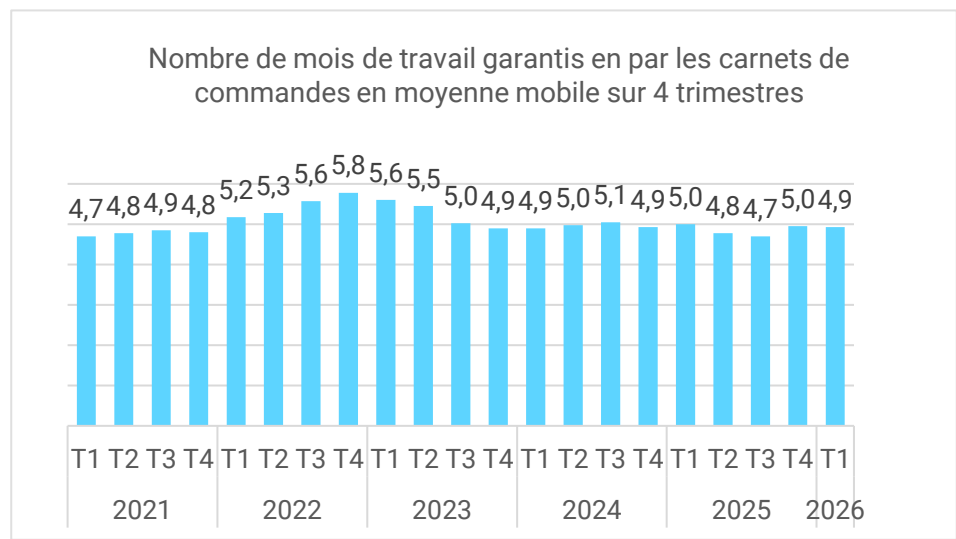
TRAVAUX PUBLICS

Malgré un contexte dégradé, les carnets de commandes se maintiennent à un niveau proche de la moyenne de longue période. Les perspectives d'activité future s'améliorent globalement, mais l'insuffisance de la demande reste croissante.

	Évolution au 1 ^{er} trimestre 2026			Moyenne de longue période
Activité récente ⁽¹⁾	-39	▼		-29
Prévisions d'activité ⁽¹⁾	-5	▲		-22
Effectifs futurs ⁽¹⁾	+7	▼		+12
Carnets de commandes ⁽²⁾	4,9 mois	-0,1 mois	=	5,2 mois
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	10%	+1 pts	▼	14%
Entreprises citant l'insuffisance de la demande comme contrainte à l'accroissement de leur production ⁽³⁾	37%	+36 pts	▲	36%



- (1) solde d'opinion (écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évol. 1 trim.
- (2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évol. 1 an
- (3) % d'entreprises, évol. 1 an



4,9 mois =

MOYENNE 1 AN
CARNETS DE COMMANDES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)

Sources : Enquête trimestrielle
FNTP/INSEE (données brutes ;
disponibles pour la France
métropolitaine)

Les indicateurs sont issus de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics qui est réalisée conjointement par la FNTP et l'INSEE. Chaque trimestre un échantillon représentatif d'environ 2 000 entreprise est interrogé à l'échelon national. Les résultats présentés portent sur les réponses des entreprises interrogées en Hauts-de-France.



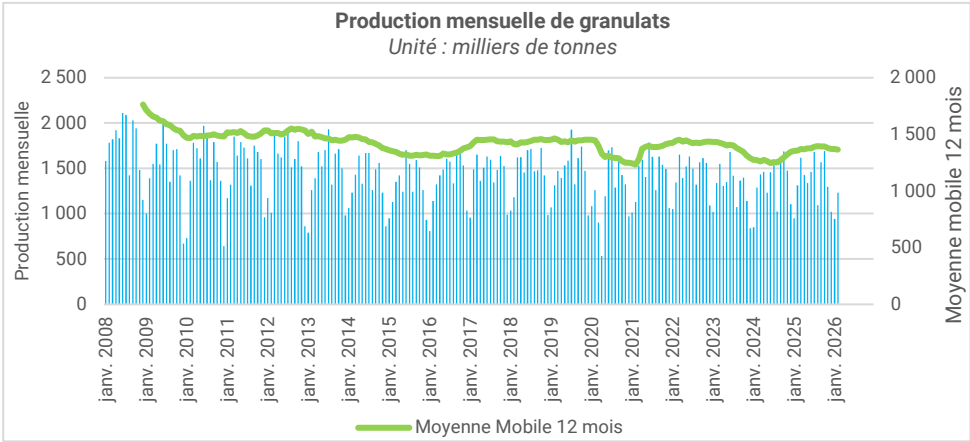
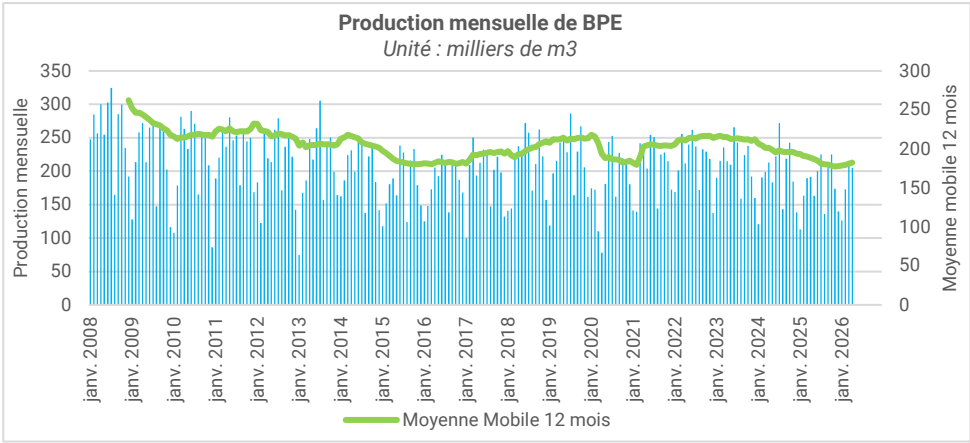
INDUSTRIE DES MATÉRIAUX

La production de béton prêt à l'emploi se redresse sur les 4 premiers mois de 2026, grâce à l'amélioration de la construction de logements neufs et à la reprise plus nette des mises en chantier de bâtiments non résidentiels. En revanche, la production de granulats se rétracte de -4% durant les deux premiers mois de l'année, bien qu'elle reste élevée en glissement sur 12 mois.

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en avril 2026	205 108 m3	+7,2%	▲
Prod. de Granulats en février 2026	1 232 kt	-6,1%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et avr. 2026	713 133 m3	+8,4%	▲
Production de Granulats entre janv. et fevr. 2026	2 173 kt	-3,9%	▼

+8,4% ▲
entre janv. et avr. 2026
PRODUCTION DE BPE
EVOL 1AN

713 133 m3



-3,9% ▼
entre janv. et fevr. 2026
PRODUCTION DE GRANULATS
EVOL 1AN
2 173 kt

Source :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

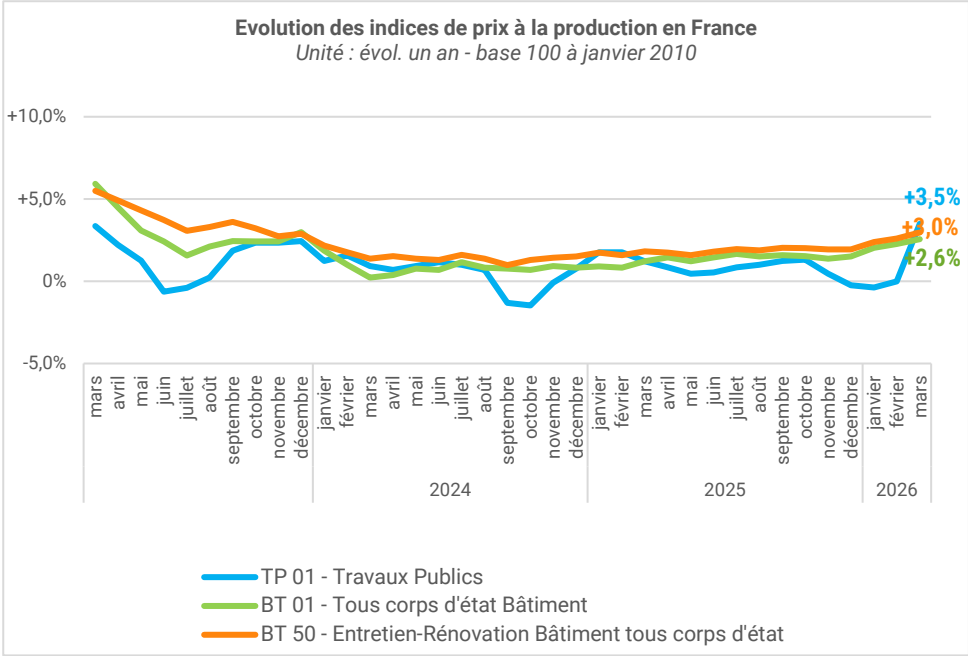
Les données conjoncturelles sur les granulats et le béton prêt à l'emploi sont issues des enquêtes mensuelles de conjoncture réalisées par l'UNICEM



PRIX DE CONSTRUCTION

Index Bâtiment (BT) – Travaux Publics (TP)

Les coûts de production globaux sont en légère hausse dans le Bâtiment (BT01) et en légère baisse dans les Travaux Publics (TP01)



À fin mars 2026, les indices de l'INSEE, qui mesurent l'évolution du coût des facteurs de production, sont globalement en hausse sur un an dans le Bâtiment et dans les Travaux Publics. Ainsi, l'activité globale Bâtiment (BT 01) affiche une hausse de +2,6%, celui de l'Entretien-Rénovation montre une progression légèrement plus marquée de +3% par rapport à mars 2025 et l'indice général des Travaux Publics (TP 01) est en croissance de +3,5%.

Indices des coûts des principaux domaines de travaux dans le Bâtiment et les Travaux Publics	Evol. 1 an Mars. 2026 / Mars. 2025
BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé	+2,7%
BT07 - Ossature et charpentes métalliques	-0,1%
BT54 - Ossature bois	+2,9%
BT16b - Charpente bois	+2,9%
BT08 - Plâtre et préfabriqués	+1,0%
BT51 - Menuiseries PVC	+1,3%
BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils)	+3,9%
BT47 - Électricité	+3,8%
BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux	+2,2%
TP02 - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art	+2,9%
TP13b - Charpentes et ouvrages d'art métalliques	+2,8%
TP03a - Grands terrassements	+6,9%
TP04 - Fondations et travaux géotechniques	+3,9%
TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie	+2,1%
TP10f - Canalisations, assainissement et adduction d'eau	+3,1%
TP12a - Réseaux d'énergie et de communication	+5,7%
TP12b - Éclairage public - Travaux d'installation	+3,3%

Source : INSEE – Index Bâtiments et Travaux Publics- mars 2026

Les indices de prix mesurent l'évolution des prix des biens issus des activités de l'industrie française (ou importés) et vendus sur le marché français. Les codes produits retenus, pour les indices des prix sont ceux utilisés pour le calcul des différents index BT et TP de révision des prix.



EMPLOI

Effectifs salariés de la construction, intérimaires et demandeurs d'emploi

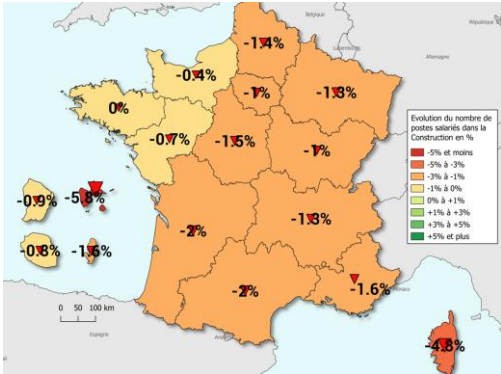
Au 1^{er} trimestre 2026, les effectifs permanents dans la construction (sauf dans le Pas-de-Calais : +0,8%) continuent de diminuer, avec un repli de -1,4% des postes salariés et une contraction de près de -6% de l'emploi intérimaire dans la filière au cours des 12 derniers mois. Le marché de l'emploi* dans la construction enregistre une baisse des DEFM de près de -5% contre -3% dans les autres secteurs économiques.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	118 160 sal.	-1,4%	▼

-1,4% ▼
EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)

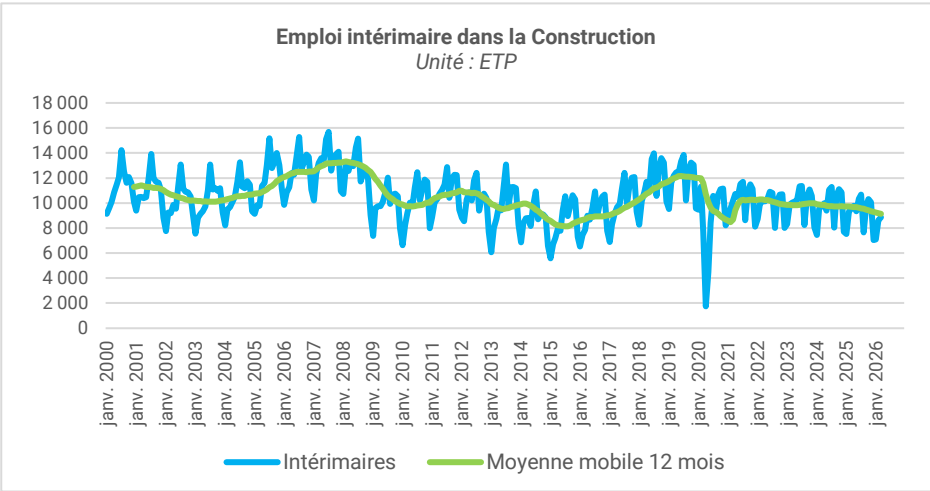
118 160 sal.

Emploi salarié dans la construction au 1^{er} trimestre 2026
Évolution par rapport au 1^{er} trimestre 2025



-7,0% ▼
EN 1 AN
DES INTERIMAIRES
CONSTRUCTION
MOYENNE 3 MOIS À FIN MARS 2026
8 186 ETP

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Mars 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Mars 2026	8 858 ETP	-7,3%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Mars 2026	8 186 ETP	-7,0%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Mars 2026	9 130 ETP	-5,8%	▼



Sources :
Emploi salarié : ACOSS – URSSAF (données cvs),
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.
Emploi intérimaire : DARES (données brutes – ETP)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	21 602 DEFM	-4,6%	▼
DEFM tous secteurs économiques	330 211 DEFM	-2,7%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

-4,6% ▼
EN 1 AN
DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 1^{er} TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)
21 602 DEFM

Source :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques
Mensuelles du marché du travail). Données brutes

* Avertissement ! Cette baisse des DEFM est toutefois à prendre avec précaution car très fortement liée à la loi pour le plein emploi entrée en vigueur le 1er janvier 2025 et ayant entraîné un large ajustement administratif et statistique des demandeurs d'emploi ; en effet, l'intégration de nouveaux profils dans les statistiques France Travail (jeunes, bénéficiaires du RSA, etc.), d'abord comptabilisés en catégorie A avant la création de catégories spécifiques, a entraîné une hausse artificielle des demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2025, tandis que le durcissement des règles d'inscription à France Travail a entraîné une hausse des radiations (et donc des sorties des statistiques officielles) les trimestres suivants.

L'emploi intérimaire est estimé à partir des déclarations sociales nominatives des entreprises de travail temporaire



DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Créations et défaillances d'entreprises

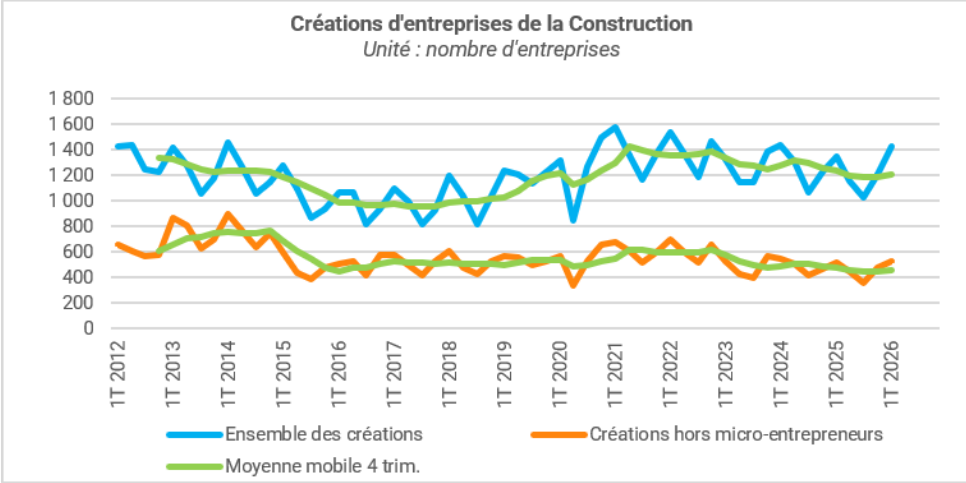
En mars 2026, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs augmentent de +3% sur un an, mais enregistrent une baisse de -5 % sur les 4 derniers trimestres. Parallèlement, les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses, en recul de -3% sur la même période par rapport à l'année précédente, bien qu'elle restent à un niveau élevé en volume.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	1 428 créations	+6,3%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	530 créations	+3,1%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	4 817 créations	-2,5%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	1 816 créations	-5,0%	▼

+6,3%▲

EN 1 AN
DES CREATIONS
D'ENTREPRISES
AU 1° TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)

1 428 créations

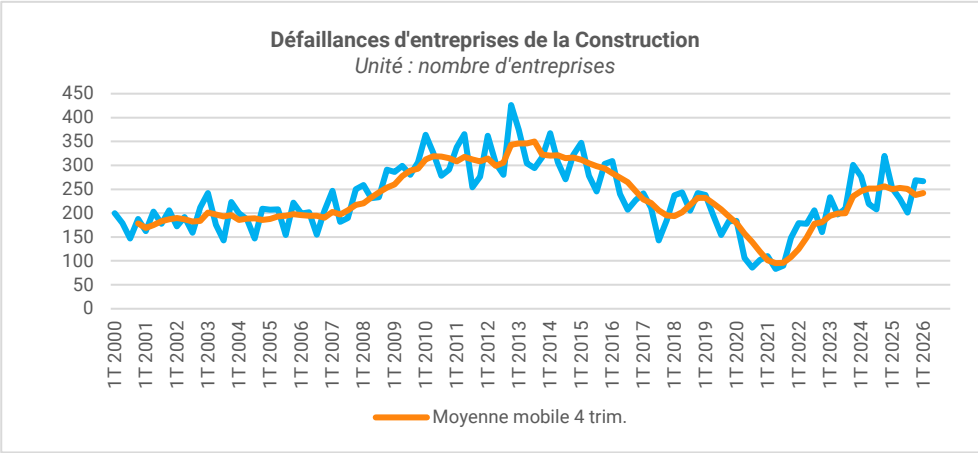


Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	267 défaillances	+6,0%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	967 défaillances	-3,2%	▼

+6,0%▲

EN 1 AN
DES DÉFAILLANCES
D'ENTREP.
AU 1° TRIMESTRE 2026 (évol 1 an)

267 défaillances



Sources :
INSEE (données brutes)
Banque de France (données brutes)

La série des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire SIRENE
Le dénombrement des défaillances résulte du recensement des procédures collectives donnant lieu au dépôt d'une déclaration de cession de paiement. Il s'agit du nombre de redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement.
Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Avec le concours des membres de la CERC :



Cellule Économique Régionale de la Construction Hauts-de-France

tél. : 03 20 40 53 39

cerc.hauts-de-france@i-carre.net

www.cerc-hautsdefrance.fr



...et des membres du GIE Réseau des CERC

